

KESTEMAN, Jean-Pierre, Guy BOISCLAIR et Jean-Marc KIROUAC, *Histoire du syndicalisme agricole au Québec. UCC-UPA, 1924-1984*. Montréal, Boréal Express, 1984. 324 p. 16,95 \$.

Jacques Rouillard

Volume 39, numéro 1, été 1985

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/304334ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/304334ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Institut d'histoire de l'Amérique française

ISSN

0035-2357 (imprimé)

1492-1383 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce compte rendu

Rouillard, J. (1985). Compte rendu de [KESTEMAN, Jean-Pierre, Guy BOISCLAIR et Jean-Marc KIROUAC, *Histoire du syndicalisme agricole au Québec. UCC-UPA, 1924-1984*. Montréal, Boréal Express, 1984. 324 p. 16,95 \$.] *Revue d'histoire de l'Amérique française*, 39(1), 99–102. <https://doi.org/10.7202/304334ar>

KESTEMAN, Jean-Pierre, Guy BOISCLAIR et Jean-Marc KIROUAC, *Histoire du syndicalisme agricole au Québec. UCC-UPA, 1924-1984*. Montréal, Boréal Express, 1984. 324 p. 16,95\$

Depuis quelques années, il existe un engouement tout à fait spécial chez les organismes les plus divers pour tracer un bilan historique de leurs activités. Cet intérêt n'est pas neuf - les albums-souvenirs ont souvent fait partie intégrante des manifestations accolées à la célébration d'un anniversaire. Mais ce qui est plus nouveau, c'est que l'idée gagne de plus en plus de popularité et surtout, qu'on fait appel à des universitaires pour élaborer des synthèses de meilleure qualité.

Aux ouvrages constitués surtout d'illustrations, d'anecdotes et de souvenirs d'anciens dirigeants, se substituent des travaux qui reposent sur une recherche élaborée et qui se situent à un niveau d'analyse plus significatif. En dégagant les tendances profondes d'un mouvement, ces études permettent aux membres et aux dirigeants de mieux situer le devenir de leur organisation. Et l'histoire peut aussi s'enrichir de travaux qui constituent un apport solide à la connaissance de la société québécoise. Évidemment, un ouvrage qui plaît aux spécialistes d'histoire peut apparaître rébarbatif au lecteur moyen de l'association qui patronne une telle recherche. Mais il est possible de satisfaire ces deux groupes de lecteurs en rédigeant un texte simple et vivant, tout en agrémentant le volume de nombreuses illustrations et d'encarts à saveur anecdotique. A ce propos, le nouveau périodique *Horizon Canada* trace une voie dont pourrait s'inspirer avec profit les auteurs d'ouvrages de vulgarisation.

L'étude de Jean-Pierre Kesteman, réalisée avec la collaboration de Guy Boisclair et de Jean-Marc Kirouac, a été commanditée par l'Union des producteurs agricoles à l'occasion de son sixantième anniversaire de fondation (1924-1984). Sa lecture pourra apparaître difficile pour le commun des producteurs de l'UPA, mais l'historien y trouvera un ouvrage solide, fort éclairant sur l'évolution du monde agricole au Québec.

Le volume s'appuie sur quelques bonnes études partielles, des thèses surtout, qui ont été soutenues en histoire et en sciences sociales. Notons parmi celles-ci, la précieuse thèse de l'historien Robert Migner (publiée sous forme de volume: *Quand gronde la révolte verte*) et celle de l'économiste Michel Morisset qui insère l'évolution de l'agriculture québécoise dans le processus d'industrialisation du Québec. Cependant, l'ouvrage va bien au-delà d'une synthèse de ces travaux spécialisés; les auteurs ont dépouillé les archives de l'UCC-UPA et ils brossent un tableau équilibré de chacune des périodes de son histoire. Ce volume élargit donc considérablement nos connaissances sur les aspirations de la classe agricole. Et le mérite du principal rédacteur, Jean-Pierre Kesteman, est d'autant plus grand que ses recherches antérieures ne portaient pas dans ce domaine de l'histoire et qu'il a réalisé cette synthèse en un temps relativement court.

Comme il se doit quand un ouvrage est patronné par une organisation, un comité formé de dirigeants de l'UPA a lu le texte avant publication et a formulé «d'intéressants commentaires et d'utiles suggestions». Certains historiens peuvent s'offusquer de ce procédé, mais si un auteur a bien précisé au départ les termes de l'entente qui le lie à l'organisme, il n'y a pas lieu de craindre pour sa liberté d'analyse et d'interprétation. Les remarques du comité de lecture doivent demeurer des suggestions, étant bien entendu que l'auteur reste libre de les retenir ou de les rejeter. En contrepartie, il devient pleinement responsable du contenu de l'ouvrage. C'est l'avenue suivie par les trois auteurs du volume et elle offre toutes les garanties d'objectivité. Le texte qu'ils nous présentent d'ailleurs n'a rien d'un panégyrique; ils sont sympathiques au mouvement, mais le ton demeure modéré et l'analyse équitale.

L'étude comprend quatre chapitres qui correspondent aux grandes étapes du syndicalisme agricole. La première période (1918-1929) témoigne du réveil de la classe agricole, avec un fort accent revendicateur, sous le leadership de Noé Ponton. Le mouvement agraire débouche sur la fondation d'un parti pro-

gressiste fermier qui présentera des candidats à l'élection fédérale de 1921. Cette nouvelle force politique inquiète le parti libéral et l'Église qui cherchent à l'époque à encadrer les mouvements sociaux. Cependant cette organisation est encore trop faible pour assurer son autonomie en-dehors des pouvoirs politique et religieux et les dirigeants du mouvement se rangent du côté de l'Église en 1924 pour donner naissance à une association agricole confessionnelle, l'Union catholique des cultivateurs. Le prix à payer est assez lourd: rupture avec les associations d'agriculteurs anglophones, interdiction de s'occuper de politique partisane et remplacement des dirigeants, trop militants au goût de l'épiscopat.

La présence de l'Église s'appesantit sur la jeune organisation au cours des années subséquentes (1929-1952). Les aumôniers et les curés prennent plus de place, le discours agriculturiste axé sur une agriculture domestique remplace l'idée de modernisation des fermes et il est moins question de défense des intérêts professionnels des cultivateurs que d'éducation et de restauration sociale par le corporatisme. Cette évolution, les auteurs l'expliquent également par le contexte économique: ils font ressortir que la crise de 1929 a favorisé un retour à une agriculture d'auto-consommation affaiblissant ainsi, à l'intérieur de l'UCC, le poids des agriculteurs tournés vers la production pour le marché. Il est aussi possible, suggérons-nous, que les revendications des agriculteurs aient été pris en charge par les partis politiques, le parti conservateur et l'Union nationale, qui ont été attentifs à leurs réclamations. L'Union nationale ne serait-elle pas au niveau politique l'héritière du mouvement agraire d'après-guerre?

Le retour à la prospérité avec la Deuxième Guerre change du tout au tout les assises de l'agriculture québécoise. On assiste à la modernisation des fermes, au développement des productions spécialisées et à la fin de l'agriculture de subsistance. L'année 1939 ne serait-elle pas pour cette raison davantage que 1952 un tournant dans l'histoire de l'UCC? La croissance vertigineuse des effectifs et la revendication pour la première fois en 1944 d'une loi sur la mise en marché reflètent un revirement pour l'UCC. En effet, après la guerre, l'UCC consacre la part la plus importante de ses énergies au contrôle de l'offre de produits agricoles par les agriculteurs eux-mêmes. Faibles et divisés devant les corporations qui achètent leurs produits, et victimes d'une baisse croissante de leur revenu réel depuis 1952, les agriculteurs se tournent vers l'État pour légaliser la négociation d'entente collective avec les firmes d'acheteurs. Après avoir tergiversé le gouvernement Duplessis permet finalement en 1956 la mise en place de plans conjoints. Cette formule se répandra rapidement parmi divers groupes de producteurs dans les années soixante. Comme le signalent les auteurs, la priorité mise sur la négociation de plans conjoints change la nature de l'action de l'UCC. Le rêve d'une organisation coopérative et corporative des campagnes s'estompe; les fédérations de producteurs spécialisés poussent l'UCC à donner priorité aux problèmes économiques des agriculteurs et à concevoir son action dans l'optique d'un rapport de force.

Cette transformation vers un véritable syndicalisme agricole amène l'UCC dans la période suivante (1972-1984) à vouloir représenter légalement l'ensemble de la profession agricole et à percevoir dans ce but une cotisation obligatoire. On réalise que le contrôle de la commercialisation des produits agricoles n'est pas suffisant; la sécurité économique de l'agriculteur impose également la nécessité d'un porte-parole unique pour tous les «vrais agricul-

teurs». La reconnaissance légale réclamée les protégera contre l'entrée de grandes compagnies multinationales dans le secteur agro-alimentaire et elle permettra la négociation avec le gouvernement de programmes de stabilisation des revenus, d'assurance-récolte et de rémunération en fonction des coûts réels de production. Cette loi, l'UCC l'obtient en 1972 après avoir remporté par référendum l'appui de 74% des producteurs. Elle en profite à ce moment pour changer de nom et ajuster ses structures.

Pour chaque période, les auteurs situent adroitement l'évolution de l'UCC-UPA dans le contexte économique et ils privilégient à juste titre les facteurs économiques d'explication. L'histoire de l'UCC-UPA est interprétée comme l'instrument privilégié que se sont donné les agriculteurs pour résister aux forces dissolvantes de l'économie de marché. Outre des pages sur la situation de l'agriculture qui ouvrent l'analyse de chacune des sections du volume, on retrouve des chapitres sur les structures de l'organisme, ses objectifs (intérêts professionnels, organisation, éducation) et ses orientations idéologiques.

Comme on peut le constater, les trois auteurs nous livrent un ouvrage de première importance sur l'histoire de la classe agricole. La recherche est assez étendue, le texte bien écrit et l'analyse éclairante. L'UPA peut se féliciter d'avoir confié à cette équipe la rédaction de son histoire; elle dispose d'un historique remarquable.

*Département d'histoire
Université de Montréal*

JACQUES ROUILLARD